



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2031>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1981 - N° 789 - mai 1981 -

Date de mise en ligne : mardi 28 octobre 2008

Date de parution : mai 1981

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

En cinq ans, 25 % des emplois ont été supprimés chez Renault Véhicules Industriels qui s'appuie sur un licencié 3 600 personnes d'ici à 1984 et à embaucher « 950 jeunes diplômés formés aux techniques nouvelles de l'électronique et de la robotique ». Autrement dit, l'opération se solde par la disparition de 2 600 emplois. Et il y a encore des gens pour dire que les nouvelles technologies sont créatrices d'emplois !

La dernière mode chez les économistes de tout bord est de dire que ce sont les Petites et Moyennes Industries qui créent le plus d'emplois, le gouvernement a décidé (Conseil des ministres du 11 mars 1981) de faire un effort prioritaire pour l'automatisation en doublant d'ici à 1982 les investissements d'automatisation et de multiplier par trois la production française de matériel d'automatisation. En particulier, les « Machines et Equipements de Conception Avancées » et les « Automatisations des Processus de Production » seront étendues aux P.M.I. De là à nous faire croire que le problème du chômage sera résolu, il n'y a qu'un pas que nos économistes franchissent allègrement ! Comme si l'automatisation pouvait avoir des effets différents dans les P.M.I. et dans les grands groupes industriels !

*

Les dirigeants américains, eux, sont plus francs : un rapport pour le ministre des Transports des Etats-Unis prévoit que d'ici 1985, plus de 20 000 emplois seront supprimés dans l'industrie automobile et dans les industries annexes du fait de l'automatisation croissante des usines. Le rapport indique (ce qui semble être une constatation de bon sens) qu'il y a contradiction entre la création de postes et l'accroissement de la productivité. Les syndicats proposent comme solution des congés payés et la réduction du temps de travail. Les semaines de 4 ou même 3 jours devraient être prochainement envisagées par les grandes firmes automobiles.

*

Il faut dire que l'industrie automobile américaine vient de recevoir un beau cadeau du gouvernement Reagan : le report ou l'annulation de 34 normes concernant la sécurité des passagers et la défense de l'environnement. Cela leur fera économiser 1,4 milliard de dollars (soit 7 milliards de francs actuels) sur cinq ans. Les futures victimes des accidents de la route ou de la pollution paieront.

*

Au fait, savez-vous que le gouvernement Reagan compte 13 ministres millionnaires (en dollars, bien sûr) ? Dans son programme économique, ce gouvernement prévoit d'importantes réductions dans les budgets sociaux (2,3 millions de dollars en moins en 1982 pour les bons alimentaires), dans les budgets de l'enseignement et de la recherche. Par contre, le budget militaire sera en hausse : 188,8 milliards de dollars en 1982 (soit 27 0/0 du budget total des Etats-Unis) et il est prévu qu'il continue d'augmenter jusqu'à atteindre 37 du budget en 1986. L'essentiel de ces crédits sera consacré aux matériels conventionnels (ce qui enrichira considérablement les industries concernées).

Pendant ce temps, le fossé entre riches et pauvres s'élargit : 37 millions d'Américains pauvres sont recensés auxquels s'ajoutent 29 millions de vieux et d'invalides. Contrairement à ce que nous raconte la bonne presse française, un fort courant se développe aux Etats-Unis en faveur de la sécurité sociale, de « l'Etat Providence », de l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie, des droits de l'individu envers la société... Certains se demandent si le risque reste le bon choix. Le « Washington Post » écrit : « Il se peut que dans un monde de très grande organisation, la sécurité favorise de meilleurs résultats économiques que la crainte de perdre un emploi. »

*

La Banque Mondiale veut créer une filiale « Energie » destinée à favoriser la mise en valeur des sources d'énergie dans le Tiers-Monde. Ce projet a fait l'objet d'un très large consensus de la part des pays membres.

Mais le gouvernement Reagan refuse absolument d'y participer. Rien d'étonnant à cela quand on sait que les Etats-Unis devraient fournir près de 40% de la demande mondiale en charbon en l'an 2000. Il ne peut donc pas être question pour les capitalistes américains de perdre une parcelle de cette manne juteuse.

On observe en effet une demande de plus en plus forte de charbon. Et ce marché du charbon est dominé par les grandes compagnies contrôlées qui non seulement achètent et exploitent les mines mais encore créent et entretiennent les moyens de transport au port et maîtrisent totalement la flotte charbonnière. Une telle intégration empêche l'acheteur de contrôler les coûts. Les compagnies américaines détiennent ainsi plus de 50 % des réserves de charbon des Etats-Unis. On pense que le marché du charbon pourrait rapidement se trouver entre les mains d'un cartel de moins de 10 sociétés multinationales.